



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des Nations Unies  
pour la population**

Distr. générale  
20 décembre 2000

Original: français

---

**Première session régulière de 2001**

29 janvier-6 février 2001, New York

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**Cadres de coopération de pays et questions connexes**

**Prolongation du premier cadre de coopération avec le Burundi**

**Note de l'Administrateur**

**Période de la prolongation : 1er janvier 2001 au 31 décembre 2001**

**I. Historique et justification**

**A. Contexte socioéconomique du pays**

1. Le premier cadre de coopération (CCP) avec le Burundi a été approuvé par le Comité exécutif lors de sa troisième session ordinaire de 1998 pour la période de 1998 à 2000. Le CCP a été préparé avec la pleine participation du Gouvernement mis en place en juin 1998 ainsi que celle de l'Assemblée nationale; il a également fait l'objet d'une large consultation avec les bailleurs de fonds présents au Burundi et de toutes les organisations du système des Nations Unies.

2. Le CCP a été préparé dans un contexte de crise politique doublée d'un embargo économique qui, depuis 1993, continue à rendre l'environnement sécuritaire toujours fluctuant. En l'absence de véritables plans et stratégies nationales et d'institutions crédibles, le CCP a été conçu pour : a) contribuer au rétablissement des conditions minimales pour la cohabitation des différentes composantes de la population et b) réduire l'impact de la crise.

3. Actuellement les circonstances ne se sont pas beaucoup améliorées en ce qui concerne les conditions de vie des populations et la situation macroéconomique. Cependant, sur le plan politique, avec la récente signature de l'Accord de paix et la mise en place du Comité de suivi, le Burundi s'engage dans une période de mise en place des institutions de la transition et de reprise de l'aide au développement, notamment avec la tenue d'une conférence internationale à Paris au début de décembre. Par ailleurs, les organisations des Nations Unies au Burundi ont convenu d'harmoniser leurs cycles de programmation à partir de l'an 2002; le bilan commun de pays est en cours d'élaboration et le plan-cadre des Nations Unies d'aide au développement sera préparé au courant de l'année 2001.

## **B. Justification de la prolongation**

4. Le Gouvernement, après des consultations avec le bureau de pays, a décidé qu'il n'est pas opportun de formuler un cadre de coopération dans les circonstances actuelles : la situation sécuritaire sur le terrain conjuguée à l'incertitude politique et l'absence d'une partie non négligeable des partenaires au développement; l'aboutissement du processus de paix d'Arusha qui permettra la reprise de la coopération; la nécessité d'harmoniser les cycles de programmation des organisations du système des Nations Unies à partir de 2002; et le souci de créer les synergies nécessaires à la mise en oeuvre du programme.

## **II. Objectifs**

5. D'une manière générale, étant donné le contexte prévisible dans le pays, l'appui du PNUD sera axé principalement sur le dialogue politique, le renforcement des capacités institutionnelles et l'appui à l'élaboration des politiques, stratégies et plans de relance du développement en accompagnement du processus de paix.

### **Gouvernance**

6. Le PNUD poursuivra son appui au processus de paix et à la mise en place des institutions de transition avec un programme de renforcement des capacités de l'Assemblée nationale et du système judiciaire. L'institution « d'Ubushingantabe » (groupe des sages) sera la pierre angulaire de la réconciliation nationale à la base et de la promotion et défense des droits de l'homme. Le PNUD appuiera le Gouvernement à créer un environnement favorable à la promotion d'un secteur privé viable et compétitif en vue de l'ouverture progressive du Burundi à l'économie mondiale.

### **Développement communautaire**

7. Les résultats attendus dans ce domaine durant cette phase d'extension sont la poursuite de l'appui direct aux communautés de base et l'appui institutionnel de structures décentralisées d'encadrement des populations. La lutte contre le sida sera adressée aussi bien en amont à travers la formulation d'un programme-cadre d'appui au plan stratégique national qu'en aval au niveau de l'appui aux organisations locales impliquées dans la lutte contre le sida. Les rapatriés et déplacés internes seront ciblés en vue de les réinstaller de façon durable en favorisant leur accès aux services sociaux de base et aux moyens de production. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication seront mises à contribution dans ce processus de lutte contre la pauvreté.

### **Environnement et sécurité alimentaire**

8. L'objectif visé est de faire de toute intervention dans le domaine de l'environnement un véritable outil de lutte contre la pauvreté. L'appui du PNUD sera orienté vers une législation et réglementation permettant aux pauvres d'accéder équitablement aux ressources naturelles du pays, notamment la terre.

**Équité entre les hommes et les femmes**

9. La promotion de l'égalité des hommes et des femmes sera considérée comme un thème transversal et des indicateurs spécifiques seront définis dans chaque programme. De plus, l'on visera à améliorer l'environnement légal réglementaire en vue de l'égalité des hommes et des femmes.

**III. Recommandation**

10. L'Administrateur voudrait informer le Conseil exécutif qu'à la lumière de ce qui précède, il a approuvé l'extension du premier cadre de coopération pour le Burundi pour une période d'un an, à partir du 1er janvier 2001.

---